

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Toulouse, le 17/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



THEOLAU PEINTURES

13 chemin de la chasse - BP 310
ZI En Jacca
31770 COLOMIERS

Références : 2022/418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement THEOLAU PEINTURES implanté 13 chemin de la chasse - BP 310 ZI En Jacca 31770 COLOMIERS. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THEOLAU PEINTURES
- 13 chemin de la chasse - BP 310 ZI En Jacca 31770 COLOMIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006803773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : /

La société Théolaur Peintures exploite à Colomiers, un atelier de fabrication de peintures.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : parc à fût

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements sous pression
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
compte rendu d'inspection périodique (IP) - ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
attestation de requalification périodique - ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
réentions et aire étanche	AP de Mise en Demeure du 11/06/2021, article 1 ^{er}

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, aucun fait avec suite ni fait susceptible de suite n'a été relevé. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2021 est respecté.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Situation administrative, liste des ESP
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Selon cette liste, deux équipements sont présents sur le site. Il s'agit de deux réservoirs d'air. L'inspection n'a pas vérifié le caractère exhaustif de cette liste.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : compte rendu d'inspection périodique (IP) - ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, équipement sous pression
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none">– pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;– pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. – Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. – Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Le dernier compte-rendu périodique des deux équipements ont été réalisés, par la société SOCOTEC, le 8 janvier 2020. Le tableau listant les équipements mentionne que le prochain contrôle périodique est prévu avant le 8 janvier 2024. La période maximale entre les inspections périodiques pour cet équipement est fixée au maximum à 4 ans. L'inspection ne constate pas de retard dans la périodicité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : attestation de requalification périodique - ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, équipement sous pression
Prescription contrôlée : I. – L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. III. – Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV. – Il est interdit : – d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; – dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : La dernière attestation de requalification périodique des deux équipements a été délivrée, par la société ASAP, le 10 janvier 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rétentions et aire étanche

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/06/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2021: La société THEOLAU PEINTURES, exploitant des installations de fabrications de peintures et de vernis, 13 chemin de la chasse à Colomiers (31770), est mise en demeure de respecter à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2021, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 : <ul style="list-style-type: none">• alinéa 3 de l'article 7.5.3 : étanchéité des rétentions des deux parcs à fûts, sous 3 mois ;• article 1.3 : stockage sur rétention des produits liquides en fûts, sous 15 jours. Arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 : Chapitre 7.5 : prévention des pollutions accidentelles : alinéa 3 de l'article 7.5.3 : rétentions [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 : article 1.3 – Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Dossier de demande d'autorisation du 30 juin 2004 – Étude d'impact – paragraphe 2.4.1 – analyse des effets sur le sol – Bilan des émissions potentielles ou réelles [...] 1) Produits liquides en colis ou fûts de 220 litres (« parc à fûts »), [...] stockés sur une aire étanche et sur rétention, parmi lesquels 110 m ³ sont inflammables. Dossier actualisation - partie demande - dossier de demande d'autorisation de septembre 2007 : paragraphe 4.1.1- stockage en fûts : [...] Parmi ces produits, les produits inflammables sont stockés séparément sur la partie Nord du parc à Fûts [...]. Une aire spécifique de 15, 40 m dans le sens de la largeur du parc par 18 m dans le sens de la longueur du parc soit 264 m ² (dimension intérieure) est aménagée, elle permet d'accueillir une capacité de stockage de 550 fûts de 200 litres soit 110 m ³ . Elle sera associée à une rétention matérialisée par un muret de hauteur à 0,22 m soit un volume de 58 m ³ .
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en place de 3 racks de stockage compartimentés en 3 et comprenant 3 étages. Seul 1 rack est destiné au stockage de produits inflammable. Chaque compartiments disposent d'une rétention. Ces racks de stockage ont été installés au niveau de l'ancienne zone de stockage des fûts comprenant des liquides inflammables. Il n'y a plus de produits stockés sur l'ancienne zone de stockage des liquides non inflammables. De plus, par courrier du 9 décembre 2021, l'exploitant a porté à la connaissance la mise en place de ce nouveau parc à fûts. Le porter à connaissance précise que la capacité de stockage mentionnée dans l'étude de dangers de 2007 a été réduite. De plus, il est démontré, que la réduction de la quantité stockée et le mode de stockage, entraîne une réduction des zones d'effets en cas d'incendie et une diminution du risque de pollution des eaux pluviales. L'exploitant a également créé un procédure relative au rangement des fûts dans les racks. Cette procédure a été porté à la connaissance du personnel susceptible d'intervenir dans la zone. Elle est également affichée au niveau du parc à Fût.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet